

## Roucaute Josette, "matricule 42191"

Claude Emerique



Josette Roucaute née Laurenson  
après son arrestation le 11 mai 1942 (photo anthropométrique)



Josette Roucaute avec un groupe de camarades en mai 1945 en  
Allemagne  
et des prisonniers de guerre français qui les ont pris en charge  
après leur évasion. De gauche à droite : Rosette Gertsman,  
Madeleine Morlot, Germaine Guin et Josette Roucaute jupe  
claire, veste sombre.



Josette Roucaute, au centre de la photo, avec deux camarades



Josette Roucaute, au début des années soixante à Leipzig  
groupe de déportées : Josette Roucaute 1<sup>e</sup> à droite, Lucienne  
Roland, Roberte Roussel, Eliette Rigon de Nîmes, X, Hélène  
Raskine et Régine Allo.

*Figure connue et respectée de la région gardoise, Josette Roucaute n'a pas cessé depuis son retour dans sa ville d'origine d'aller dans tous les établissements scolaires pour faire part de son expérience de résistante et de déportée, de faire ce travail de mémoire afin que les générations suivantes n'oublient pas. Il a été et il est encore possible d'écrire une histoire grâce aux efforts conjugués des acteurs (les résistants) et des historiens. Connaître, faire connaître d'une part, faire comprendre d'autre part, tel est l'objectif. Dans cette perspective, le rôle que continue de jouer Josette Roucaute paraît essentiel.*

Josette Laurençon est élevée par ses grands-parents maternels, tous deux retraités des mines (lui, mineur de fond, elle, trieuse). Très tôt elle adhère à l'UJFF (Union des Jeunes Filles de France) dont une des dirigeantes, Danièle Casanova, (morte à Auschwitz) organise alors des collectes de vêtements et de boîtes de lait pour les républicains espagnols. C'est au cours de cette période qu'elle entre en apprentissage et travaille comme culottière gilette dans un petit atelier de l'avenue Carnot à Alès jusqu'en 1940. Après la défaite, elle est dès 1941 contactée par Hippolyte Dalverny, un militant communiste, cheminot, résidant alors au quartier dit des Allemandes à Alès. Elle s'engage ainsi dans la

résistance avec Paul Courtieu (de Saint-Geniès-de-Malgoirès). Son rôle consiste à chercher des caches mais aussi à participer à l'impression et à la diffusion de tracts contre le régime d'exception instauré par Vichy. C'est d'ailleurs en déposant un paquet de tracts (dont le titre révélateur était "*Pétain la guillotine*") dans le car Alès-Nîmes qu'elle est arrêtée par des gendarmes, le chauffeur ayant révélé que c'était une très jeune fille (elle a alors 19 ans !) qui avait déposé le colis. C'est ainsi que Josette Laurençon en novembre 1941 subit un interrogatoire particulièrement rude pendant trois jours mais ne cède pas. Jugée en décembre 1941, libérée le 30 janvier 1942, elle est placée en résidence surveillée chez sa grand-mère avec obligation de se présenter chaque jour au commissariat de police.

La résistance communiste (Paul Courtieu) décide de lui faire quitter Alès (avec Léonce Guiraud, Louis Carré, C. Elzière, Montorros) mais la veille de son départ pour Carcassonne, elle est arrêtée pour la seconde fois le 2 mai 1942.

Elle connaît alors, la ou plutôt les prisons : Fort Vauban à Alès, Nîmes pendant une quinzaine de jours puis Marseille (prison des Présentines où elle apprend en juillet 1942 sa condamnation à 10 ans de travaux forcés, puis en février 1943 transfert à la prison des Baumettes qui venait d'être "*inaugurée*". Elle y fait, entre autres, connaissance d'une sous-directrice particulièrement sadique envers les femmes emprisonnées et qu'elle retrouve à la centrale de Rennes à la suite de son transfert en février 1944 puis en 1946 dans une rame de métro à Paris !). Mais le périple ne s'arrête pas en Bretagne : en mai 1944, elle est transférée au Fort de Romainville (banlieue parisienne) où elle apprend le débarquement allié sur les côtes normandes ; ensuite elle passe par le camp disciplinaire de Sarrebrück et arrive au camp de concentration de Ravensbrück (80 km au nord de Berlin) où elle est contrainte au travail forcé de juillet 1944 au 13 avril 1945. Là, elle côtoie de grandes figures qui ont pour noms, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Geneviève Anthonioz-de Gaulle, Lise London... Elle doit travailler dans une usine du groupe Siemens (fabrication d'obus) qui trouve là une main d'oeuvre à bon compte.

Mais l'avance des Alliés, soviétiques à l'Est, anglo-saxons à l'Ouest, amène les SS à ouvrir les portes du camp (13 avril 1945) et lancer ces "*fantômes*" sur les routes, pour de "*véritables marches de la mort*". Beaucoup n'ont naturellement pas survécu. D'autres (dont Josette) décident de s'enfuir par petits groupes de trois. C'est ainsi qu'au bout de quelques heures de marche, elles croisent un groupe de prisonniers de guerre français qui les aident jusqu'à ce qu'elle soient récupérées par des forces alliées : mais ce n'est que le 30 mai 1945 qu'elles arrivent à Paris, à l'hôtel Lutetia réquisitionné pour accueillir les déportés.

Josette Roucaute retrouve sa famille et notamment son fiancé René Roucaute. Ils se marient le 23 août 1945 : Roger Roucaute et Yvan Floutier sont leurs témoins. Son fils, Raoul, naît l'année suivante. René, comme on l'a dit par ailleurs, reprend très vite son activité militante mais durement affecté par les sévices endurés pendant la guerre, il disparaît en 1971.

Une vie comme celle de Josette Roucaute ne se raconte sans doute pas en quelques lignes qui expriment mal ou insuffisamment son dévouement, son courage, mais aussi ses souffrances, et son abnégation.

Les hommages rendus, les décorations reçues, représentent la juste reconnaissance officielle : Légion d'honneur (chevalier), médaille militaire, palmes académiques.

Mais la guerre terminée, Josette Roucaute reprend un double combat :

**politique et militant** : elle travaille dans différents organes de presse, *l'Avant-Garde*, *Miroir Sprint*, puis au Mouvement de la Paix aux côtés de son mari à Prague (de 1956 à 1960) ; elle s'engage aussi dans l'action municipale (1965-1982), comme conseillère municipale puis adjointe au maire du Blanc-Mesnil (de 1976 à 1982). Elle regagne alors Alès sa région natale.

**éducatif** : depuis 1961, elle mène avec passion le **devoir de mémoire** dans les établissements scolaires, participe à l'activité des associations d'anciens combattants, de résistants (comme le CADIR dont elle est encore la vice-présidente dans le Gard), de déportés (FNDIRP). Chaque année, malgré une santé par moment délicate, elle fait partie du jury départemental du Concours de la Résistance et de la Déportation ainsi que du bureau de Mémoire et Résistance du Gard (AERI), qui édite le cédérom consacré à La Résistance dans le Gard. Elle nous a permis de nouer de nombreux contacts avec les acteurs et témoins de cette période.

**Décorations** : Légion d'honneur, chevalier puis officier en 2007, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance française, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de la France libérée.